



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL A LA CONCURRENCE POUR CONVENTIONNEMENT N° 05/2023

**LA FOURNITURE ET L'IMPLÉMENTATION DU
CERTIFICAT SSL AU NIVEAU DU SITE WEB DU
CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE
MOHAMMED VI DE MARRAKECH**

*Passé en application de l'article 3 et de l'annexe n° 1 du Règlement du 24 avril 2015
relatif aux marchés du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI de Marrakech*

Table des matières

I. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS.....	3
II. INSTRUCTIONS AUX CONCURRENTS	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DEL 'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 4 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL A LA CONCURRENCE	3
ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 6 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS.....	3
6.1- Le dossier administratif comprend :	3
6.2- Le dossier technique comprend :	3
ARTICLE 7 : OFFRE FINANCIERE	0
ARTICLE 8 : INEXACTITUDE DES INFORMATIONS FOURNIES.....	0
ARTICLE 9 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	0
9.1. Contenu des dossiers des concurrents.....	0
9.2. Présentation des dossiers des concurrents	0
ARTICLE 10 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	1
ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS.....	1
ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	1
ARTICLE 13 : DELAI DE LA RECEPTION DES PLIS.....	1
ARTICLE 14 : DATE ET LIEU DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS	1
ARTICLE 15 : LANGUE DES OFFRES.....	1
ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE.....	2
ARTICLE 17 : PRIX DE L'OFFRE.....	2
III. EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE	3
ARTICLE 18 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.	3
Examen des dossiers administratifs des concurrents	3
ARTICLE 19 : MODALITES DU JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 20 : ATTRIBUTION DU CONVENTION	3
ARTICLE 21 : PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES OFFRES.....	3
IV. RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 22 : COMMUNICATION DES RESULTATS.....	3
ARTICLE 23 : ANNULATION DE L'APPEL A LA CONCURRENCE	3

I. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation fixe les conditions de présentation des offres et les modalités d'attribution d'une consultation dans le cadre de la procédure de l'appel à la concurrence pour conventionnement n°05/2023 ayant pour objet **la fourniture et l'implémentation du certificat SSL au niveau du site web du Centre Hospitalo-universitaire Mohammed VI de Marrakech.**

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel à la concurrence est passé en lot unique. L'offre du concurrent doit couvrir toutes les prestations prévues au bordereau des prix détail estimatif.

II. INSTRUCTIONS AUX CONCURRENTS

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DEL'APPEL D'OFFRES

Le dossier du présent Appel à la concurrence comprend :

- a. Exempleaire du cahier des charges ;
- b. Avis d'appel à la concurrence
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif ;
- e. Modèle de la déclaration sur l'honneur
- f. Le présent Règlement de Consultation.

ARTICLE 4 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL A LA CONCURRENCE

Le dossier d'appel à la concurrence est remis gratuitement à la disposition des concurrents au Service des équipements et fournitures de la Direction du Centre Hospitalo-universitaire Mohammed VI, sis Hôpital Mère Enfant, Rue Ibn Sina, Amarchich – MARRAKECH.

Il peut être aussi téléchargé à partir du Site Internet du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI à l'adresse suivante : www.chumarrakech.ma (onglet fournisseur).

ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité ;

ARTICLE 6 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique.

Les concurrents sont tenus de présenter des pièces produites en copie, certifiées conforme à l'original sous peine de leur écartement de la présente procédure.

6.1- Le dossier administratif comprend :

6.1.1 Pour chaque concurrent, au moment de la présentation de son offre :

- Une déclaration sur l'honneur, en un seul exemplaire, établie conformément au modèle contenu dans le dossier de l'Appel à la concurrence ;

6.1.2 Ultérieurement, pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché : (sur invitation par lettre du maître d'ouvrage).

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- ✓ S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - ✓ S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit produire selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 6 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

Pour les établissements publics, cette attestation n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité.

c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement cité ci-dessus, ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1 -72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur (**Modèle 9**)
Les concurrents non installés au Maroc doivent présenter l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b) c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance. A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Lorsqu'un établissement public est désigné pour être attributaire du marché, il doit fournir uniquement les pièces prévues ci-dessus en b) et c).

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

6.2- Le dossier technique comprend :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- Les attestations, ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les bénéficiaires publics desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;

Toutes les informations (date, signataire, nom, prénom ; et la qualité du signataire, cachets...), contenues dans les attestations doivent être lisibles

N.B : Toutes les pièces en photocopie doivent être produites en copies certifiées conformes à l'original

ARTICLE 7 : OFFRE FINANCIERE

a) l'acte d'engagement, établi en un seul exemplaire, par lequel le concurrent S'engage à réaliser les prestations objet de la convention conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose.

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour la même consultation.

b) Le bordereau des prix – détail estimatif établi conformément au modèle figurant au dossier du présent Appel à la concurrence.

Le montant de l'acte d'engagement doit être établi en chiffres et en toutes lettres. Les montants ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif sont libellés en chiffres. En cas de discordance entre ces deux documents cités en a) et b), le montant de bordereau des prix-détail estimatif est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8 : INEXACTITUDE DES INFORMATIONS FOURNIES

L'inexactitude des informations fournies par un concurrent peut entraîner par décision du directeur du Centre Hospitalo-universitaire Mohammed VI à l'exclusion temporaire ou définitive du concurrent des marchés passés par le Centre.

ARTICLE 9 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

9.1. Contenu des dossiers des concurrents

Les dossiers présentés par les concurrents, doivent comporter :

- 1) Un dossier administratif (cf. article 6§ 1) ;
- 2) Un dossier technique (cf. article 6 § 2) ;
- 3) Une offre financière (cf. article 7).

9.2. Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet d'appel à la concurrence,
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "*le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission lors de la séance publique d'ouverture des plis*".

Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

1. la première enveloppe contient :

- les pièces des dossiers administratifs, technique, visés à l'article 6 ci-dessus.
- Le cahier des charges paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet ;

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique** ;

2. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**".

Ces deux enveloppes, à l'instar du pli les contenant, indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet d'appel à la concurrence ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;

ARTICLE 10 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents, soit :

- a. soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la lettre circulaire.
- b. soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- c. soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel à la concurrence au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par la lettre circulaire pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'exercer son choix, le maître d'ouvrage peut proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, une prolongation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les soumissionnaires qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 13 : DELAI DE LA RECEPTION DES PLIS

Le délai pour la réception des plis expire le **08/06/2023 à 10 H**, date et heure fixées pour la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 14 : DATE ET LIEU DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique à la date et l'heure fixés à l'article 13 ci-dessus à la salle des réunions de la Direction du Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI, situé à l'adresse suivante : Hôpital Mère-Enfant, Rue Ibn Sina, Amarchich – Marrakech.

L'ouverture des plis se déroulera en présence des représentants des concurrents et du public qui désirent y assister.

ARTICLE 15 : LANGUE DES OFFRES

La langue dans laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est le français et/ou arabe.

L'offre préparée par le candidat, ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le candidat et l'administration dans le cadre de la présente consultation seront rédigés dans la même langue.

Tout document ou imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il est accompagné par une traduction des passages intéressant l'offre en langue

française. Dans ce cas, et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction française et/ou arabe fera foi.

ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix de l'offre seront libellés en dirhams (DH) Marocains. Toutefois, la monnaie dans laquelle le prix de l'offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc est l'Euro. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 17 : PRIX DE L'OFFRE

L'offre financière du concurrent sera établie sur la base des prix unitaires. Ces prix s'appliquent aux prestations réalisées dans les conditions prévues par le dossier de l'appel à la concurrence.

Les prix de l'offre comprenant le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais, et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Ces prix incluent notamment les frais de transport, d'assurance et autres coûts directs et indirects afférents à la livraison des produits dans les conditions prévues par la consultation.

Les prix sont fermes et non révisables, toutefois si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

III. EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 18 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.

Examen des dossiers administratifs des concurrents

La commission d'appel à la concurrence apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers : administratif, technique fournis par chaque concurrent. Ils seront écartés à ce niveau :

- Les concurrents qui ne satisfont pas aux conditions requises prévues à l'article 6 ci-dessus ;
- Les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions de l'article 9 ci-dessus en matière de présentation de leurs dossiers ;
- Les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces exigées ;

ARTICLE 19 : MODALITES DU JUGEMENT DES OFFRES

L'évaluation ne concerne que les concurrents admissibles à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique.

Le jugement des offres sera fait en lot unique.

ARTICLE 20 : ATTRIBUTION DU CONVENTION

La convention sera attribué au soumissionnaire qui aura l'offre la moins disante.

ARTICLE 21 : PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES OFFRES

La commission d'appel à la concurrence dresse un procès-verbal pour chacune de ses réunions. Ce procès-verbal ne peut être ni rendu public ni communiqué aux concurrents.

IV. RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 22 : COMMUNICATION DES RESULTATS

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire de la consultation de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine.

Dans le même délai, les soumissionnaires éliminés seront également avisés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé.

Toutefois, les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel à la concurrence.

ARTICLE 23 : ANNULATION DE L'APPEL A LA CONCURRENCE

Le Maître d'ouvrage peut, de ce fait n'encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du contrat, annuler l'appel à la concurrence.

Le maître d'ouvrage

 **Le Directeur du Centre
Hospitalo-Universitaire
Mohammed VI
Pr. Lahcen BOUKHANNI**